



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/381
14 septembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Points 8, 10, 11, 14, 15, 18, 35, 37,
43, 44, 48, 58, 63, 64, 76, 80, 83, 84,
85, 90, 91, 92, 93, 95, 97, 98, 99, 100
et 106 de l'ordre du jour provisoire*

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX :
RAPPORTS DU BUREAU

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

ÉLECTIONS AUX SIÈGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES PRINCIPAUX

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

DROIT DE LA MER

RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DES SECOURS
EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,
Y COMPRIS L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE

RESTRUCTURATION ET REVITALISATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET LES DOMAINES CONNEXES

CÉLÉBRATION DU CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS GLOBALES SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS

DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLÔTURE DE LA DOUZIÈME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

* A/49/150.

EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

ÉTUDE D'ENSEMBLE DE TOUTE LA QUESTION DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN
DE LA PAIX SOUS TOUS LEURS ASPECTS

ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI
FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI
DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES
TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS
SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ÉTATS MEMBRES
AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT

AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT

DROITS DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES À LA
SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES
ÂGÉES, AUX HANDICAPÉS ET À LA FAMILLE

PRÉVENTION DU CRIME ET JUSTICE PÉNALE

PROMOTION DE LA FEMME

PROGRAMME DES ACTIVITÉS DE LA DÉCENNIE INTERNATIONALE
DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Lettre datée du 5 septembre 1994, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de
l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Monsieur le Secrétaire général,

En ma qualité de Président du Groupe des États membres du Forum du Pacifique Sud qui sont également Membres de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du communiqué du vingt-cinquième Forum du Pacifique Sud tenu à Brisbane (Australie) du 31 juillet au 2 août 1994 (voir annexe).

Je tiens à appeler en particulier votre attention sur le paragraphe 39 du communiqué, aux termes duquel le Forum du Pacifique Sud a décidé de demander,

/...

lors de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale, à bénéficier du statut d'observateur à l'Assemblée.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du communiqué en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 8, 10, 11, 14, 15, 18, 35, 37, 43, 44, 48, 58, 63, 64, 76, 80, 83, 84, 85, 90, 91, 92, 93, 95, 97, 98, 99, 100 et 106 de l'ordre du jour provisoire.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Richard ROWE

ANNEXE

Communiqué du vingt-cinquième Forum du Pacifique Sud, tenu
à Brisbane (Australie) du 31 juillet au 2 août 1994

1. Le vingt-cinquième Forum du Pacifique Sud s'est tenu à Brisbane du 31 juillet au 2 août 1994. Y ont participé les chefs d'État et de gouvernement des pays suivants : Australie, États fédérés de Micronésie, Fidji, îles Cook, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des îles Marshall, Samoa occidentale, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

2. Le Forum a remercié le peuple et le Gouvernement australiens de l'hospitalité généreuse qu'ils ont accordée à toutes les délégations.

Gestion des ressources

3. Les travaux du Forum ont été axés sur la question cruciale de la gestion des ressources et, à la suite des entretiens officieux qu'ils ont eus à leur lieu de séjour, les responsables ont publié un document distinct (voir appendice ci-joint). Le Forum a approuvé les principes figurant dans la Déclaration de coopération en vue de la mise en valeur des ressources naturelles du Pacifique Sud, ceci dans le cadre du thème qu'il a examiné. Le Forum a porté principalement sur les points suivants : mise en valeur des ressources humaines de la région, gestion et exploitation des ressources forestières, développement de la pêche et des industries associées, problèmes liés à l'utilisation du sol et rapports de ceux-ci avec le développement durable, et développement du tourisme. On trouvera ci-après l'exposé des autres conclusions qui se sont dégagées du Forum.

4. Ressources humaines : Le Forum est convenu de l'importance du développement durable et, en particulier, de l'éducation en tant que moyen de gérer efficacement les ressources naturelles de la région. Il a approuvé la Déclaration de Suva sur le développement humain durable dans le Pacifique et souligné l'importance de la qualité de la vie familiale dans les cultures propres aux îles du Pacifique. Il a noté l'importance que revêtaient la prochaine Conférence internationale sur la population et le développement et le Sommet mondial pour le développement social.

5. Forêts : Le Forum s'est déclaré préoccupé du caractère extrêmement destructif de l'exploitation des forêts dans la région et dans le monde. Il s'est félicité des initiatives prises à l'échelon national en vue de mettre en oeuvre des pratiques d'exploitation forestière durables et a pris note des négociations internationales menées en la matière.

6. Le Forum s'est vivement félicité de ce que les Premiers Ministres des pays suivants : Australie, Fidji, îles Salomon, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu aient décidé :

a) D'élaborer un code de conduite commun régissant l'exploitation des forêts nationales, code que les sociétés actives dans ces pays devront respecter;

/...

b) D'intensifier d'urgence le contrôle de l'exploitation et des exportations de bois;

c) De convoquer dans un délai de deux mois une réunion de hauts fonctionnaires chargée d'amorcer l'application de ces décisions.

7. Terres : Le Forum a reconnu la condition essentielle d'une utilisation judicieuse des terres. Il a reconnu la place centrale de leurs droits et coutumes dans la vie des populations autochtones, ainsi que la relation spéciale que celles-ci entretiennent avec leurs terres, et le fait que l'utilisation des sols varie d'un pays à l'autre. Il s'est par ailleurs prononcé sur la nécessité de prévenir la dégradation des terres.

8. Pêche : Le Forum s'est accordé à penser que les approches multilatérales seront renforcées pour promouvoir l'exploitation durable des ressources halieutiques de la région. Pour ce faire, il faut que les États fixent pour toutes les pêcheries des niveaux de prise viables sur la base du principe de prévention; travaillent en collaboration au renforcement des mesures de surveillance et de police de la pêche; obtiennent des prix équitables pour les ressources halieutiques; et exploitent les possibilités de produire des marchandises à valeur ajoutée. Le Forum a engagé tous les pays membres à continuer de jouer un rôle actif à la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants.

9. Droit de la mer : Le Forum s'est félicité de l'entrée en vigueur imminente de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui renforcera les liens au niveau régional que les États membres du Forum du Pacifique Sud ont déjà établis. La Convention créera également des conditions plus favorables au renforcement de la coordination et de la coopération dans les domaines de la conservation, de la gestion et de l'exploitation des ressources biologiques marines des zones économiques exclusives et des pêcheries.

10. Secteur privé : Le Forum a examiné les incidences que la conclusion des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay aura pour la région. Il a reconnu que dans le nouvel environnement commercial mondial, les entreprises devaient être efficaces pour soutenir effectivement la concurrence et trouver des débouchés sur le marché international.

11. Le Forum a reconnu que le secteur privé ayant un rôle important à jouer dans les réformes actuellement mises en oeuvre dans la région, il fallait le renforcer pour lui permettre de conduire la phase suivante de la croissance. Il a reconnu que pour permettre au secteur privé de jouer pleinement son rôle, il fallait créer la masse critique voulue et que du fait de la diversité des situations, le rythme de développement du secteur privé varierait d'un pays à l'autre. Il a donné ordre à son secrétariat de développer son assistance en conseillant les gouvernements des États Membres dans ces domaines.

12. Ministres des finances et du commerce : Le Forum a reconnu qu'une réunion des ministres des finances devrait se tenir dans un proche avenir pour établir un rapport à l'intention du vingt-sixième Forum et s'est félicité que

/...

l'Australie se soit offerte à financer la première réunion au secrétariat du Forum. Il a également encouragé la participation de représentants des institutions financières internationales. Il a également pris note des propositions tendant à ce que la réunion des ministres du commerce soit également consacrée à examiner, notamment, les dispositions à prendre en matière de liberté des échanges dans la région et les moyens d'en faire mieux connaître les produits et les services.

Développement

13. Le Forum a insisté sur la nécessité d'adopter une vue globale en ce qui concerne l'élaboration des politiques économiques, en particulier en cherchant à tirer le maximum de profit à long terme des ressources de la région, en renforçant le développement du secteur privé, en s'adaptant à l'évolution de la situation économique mondiale, en accroissant le volume des marchandises à valeur ajoutée et en dégagant des approches régionales en matière d'échanges internationaux.

14. Les ministres des finances pourraient notamment envisager au cours de leur réunion les initiatives suivantes :

a) Élaborer des mesures appropriées visant à tirer le maximum des possibilités offertes et à réduire au minimum les menaces résultant de l'évolution de la situation économique mondiale;

b) Élargir la base économique des pays insulaires membres du Forum en améliorant leur compétitivité et leur productivité sur le plan international;

c) Améliorer la balance des paiements des pays insulaires membres du Forum en réduisant les importations par l'adoption de politiques appropriées en matière d'achats de conservation et d'efficacité;

d) Améliorer la gestion de l'aide au développement en définissant clairement les politiques et les priorités, en matière de développement, des pays insulaires membres du Forum;

e) Collecter des données fiables, à jour, utiles et précises;

f) Améliorer l'efficacité du secteur vital des produits de subsistance dans les pays insulaires membres du Forum.

15. Le Forum a reconnu les problèmes particuliers qui se posent aux petits pays membres en matière de développement ainsi que la limitation de leurs ressources. Il a convenu que des mesures spéciales devaient être prises pour leur permettre de réaliser leurs objectifs de développement respectifs et de gérer leurs ressources de façon durable.

16. Accord régional de commerce et de coopération économique pour le Pacifique Sud (SPARTECA) : Le Forum s'est félicité que l'Australie ait annoncé qu'elle allait verser 900 000 dollars australiens au titre de la création d'un service consultatif pour les investissements étrangers afin d'encourager davantage les investissements de qualité dans la région, d'améliorer les modalités de création

de produits et les études de marché, et de surmonter les barrières non tarifaires. Il s'est également félicité de ce que la Nouvelle-Zélande ait décidé de ramener les taux applicables à la règle d'origine de 50 % à 45 % pour les importations de vêtements dans le cadre du SPARTECA.

17. Bureau du représentant à Tokyo : Le Forum a réaffirmé sa volonté d'ouvrir, avec l'aide du Gouvernement japonais, un bureau du représentant des pays du Pacifique Sud à Tokyo afin de promouvoir le commerce, les investissements et le tourisme entre le Japon et les pays insulaires du Forum.

18. Indice d'octane de l'essence : Le Forum a examiné les importants avantages, sur les plans économique et écologique, qu'offre l'adoption de nouvelles normes en matière d'essence dans la région. Il a recommandé aux pays de la région de changer la qualité de l'essence en abandonnant le Research Octane Number 97 (RON), contenant 0,84 gramme de plomb par litre, au profit du 92 RON, contenant de 0,4 à 0,15 gramme de plomb par litre.

Questions relatives à l'environnement

19. Modification du climat et élévation du niveau des mers : Le Forum a réaffirmé que le réchauffement de la planète et l'élévation du niveau des mers étaient les menaces les plus graves qui pesaient sur la région du Pacifique et la survie de certains États insulaires. Il a reconnu que les engagements pris actuellement dans la Convention-cadre sur les changements climatiques ne permettront pas de réaliser l'objectif ultime de la Convention et demandé que soit signé dès que possible un accord prévoyant un processus de négociation d'un ou plusieurs protocoles destinés à mettre en oeuvre et expliciter la Convention, de façon à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il a demandé aux parties à l'annexe I de la Convention-cadre de remplir les obligations qui leur incombent et à toute entité autre que les parties d'adhérer à la Convention d'ici à la fin de 1994. Les pays qui sont parties à l'annexe I doivent veiller à ce que l'application conjointe de leurs obligations complète, mais ne remplace pas, les mesures à prendre à l'échelon national. Il faut donner priorité aux activités visant à réaliser les objectifs de la Convention-cadre, notamment la recherche, et aussi les activités qui permettront aux pays membres du Forum de tenir leurs engagements au titre de la Convention. Le Forum a demandé qu'on redouble d'efforts pour mettre en oeuvre le programme de rendement énergétique et utiliser les sources d'énergie renouvelables.

20. Zones côtières et pollution d'origine tellurique : Le Forum a insisté sur la nécessité d'adopter des systèmes rationnels de protection côtière et s'est félicité de l'attention qu'on avait accordée aux échelons national, régional et international à la préservation des écosystèmes composés de récifs de corail. Il a approuvé l'élaboration du régime mondial de protection des océans contre les sources de pollution d'origine tellurique, qui est en train de se constituer.

21. Protection de la biodiversité : Le Forum a approuvé la création de réserves dans le cadre du Programme de protection de la biodiversité du Pacifique Sud; encouragé les membres du Forum qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier dans les meilleurs délais la Convention sur la diversité biologique et engagé les

États à participer dans la mesure du possible à la première réunion des parties contractantes.

22. Le Forum a condamné le commerce international des espèces menacées d'extinction et recommandé à ses membres qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager la ratification de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction.

23. Le Forum s'est félicité de ce que la Commission internationale de chasse à la baleine ait créé un sanctuaire dans les océans du Sud. Il a également engagé la communauté internationale à maintenir le moratoire sur la chasse à la baleine à des fins commerciales. Il a noté l'intérêt croissant que suscitait l'observation des baleines et l'incidence que cette activité pouvait avoir sur le développement de l'écotourisme dans la région.

24. Le Forum a approuvé la proposition tendant à ce que l'année 1995 soit proclamée "Année de la tortue de mer".

25. Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement : Le Forum s'est félicité des conclusions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement tenue à la Barbade en avril/mai 1994 et les a approuvées. Il a également insisté sur la nécessité d'appliquer de façon effective les recommandations du Programme d'action de la Conférence en vue d'assurer le développement durable de la région. Il a décidé de créer un mécanisme consultatif régional chargé de coordonner et de faciliter l'application des conclusions de la Conférence de la Barbade, conformément aux recommandations du paragraphe 132 du Programme d'action. Ce mécanisme devrait comporter un service d'appui utilisant les ressources et les services du Programme régional sur l'environnement dans le Pacifique Sud (SPREP) et du Centre des activités opérationnelles de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) dans le Pacifique et un Comité consultatif composé de hauts fonctionnaires. Le SPREP, en consultation avec le Centre des activités opérationnelles et les parties intéressées, devrait élaborer un rapport sur les modalités de fonctionnement du mécanisme qu'examineront les participants à la réunion annuelle du Programme en 1994 et, par la suite, le Forum.

26. Fonds pour l'environnement mondial (FEM) : Le Forum s'est félicité de la restructuration et de la reconstitution des ressources du Fonds et du fait que ce dernier ait proposé d'apporter son concours à la mise en oeuvre des conclusions de la Conférence de la Barbade. Il a demandé au Fonds de fournir les informations et les conseils nécessaires pour faciliter l'accès aux ressources financières et techniques favorisant le développement durable des petits États insulaires en développement; de financer des projets qui portent sur plus d'un des quatre domaines du Fonds et d'appuyer, pour ce qui est des questions liées à l'environnement mondial, des approches régionales qui permettent de faire des économies d'échelle et d'améliorer la coordination de l'action des petits États insulaires en développement.

27. Alliance des petits États insulaires : Le Forum a approuvé la poursuite des activités de l'Alliance et leur renforcement et s'est félicité de leur

prolongation, comme il l'a déclaré dans le communiqué publié à l'issue du sommet de l'Alliance tenu à la Barbade.

28. Déchets dangereux et radioactifs : Le Forum, prenant acte de la décision prise récemment par les parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, d'interdire toute exportation de déchets dangereux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'autres pays, s'est félicité des progrès réalisés dans la négociation d'une convention visant à interdire l'importation dans les pays insulaires du Forum de déchets dangereux et à contrôler leurs mouvements transfrontières et leur gestion dans la région du Pacifique Sud. Il a chargé les responsables de ne ménager aucun effort pour s'assurer que la convention serait prête à temps pour être signée au vingt-sixième Forum du Pacifique Sud. Il a encouragé ses membres à participer à ces négociations et approuvé la recommandation tendant à ce que le SPREP fasse office de secrétariat aux termes de la convention.

29. Il s'est félicité de l'interdiction de l'immersion des déchets radioactifs en mer adoptée en novembre 1993, à l'unanimité moins une voix, par les parties à la Convention de Londres sur l'immersion de déchets radioactifs en mer. Il s'est déclaré préoccupé par le fait que la Fédération de Russie pourrait continuer à déverser des déchets radioactifs dans le Pacifique Nord. Il a réaffirmé la nécessité d'instituer un régime international renforcé pour traiter la question des dommages transfrontières pouvant résulter de l'utilisation pacifique de l'atome. Il s'est déclaré de nouveau préoccupé par les risques inhérents au transport maritime de matières radioactives par le Japon et a réaffirmé qu'il espérait que ce transport serait effectué conformément aux normes de sécurité les plus strictes d'une façon qui tienne dûment compte de toutes les éventualités possibles.

Questions de politique générale et de sécurité

30. Nouvelle-Calédonie. Le Forum a noté que l'application des Accords de Matignon s'était poursuivie au cours des 12 derniers mois. Il a estimé que le rééquilibrage effectif du secteur économique et social n'avait pas encore été mené à bien et noté que les autorités, tant en France que dans le territoire, avaient reconnu que des efforts supplémentaires devaient être faits en ce sens.

31. Le Forum a affirmé qu'il préconisait des contacts permanents avec les territoires français, car ils contribuaient de façon positive au processus engagé à Matignon. Il a noté avec plaisir, en particulier, que le Fonds de formation kanak fonctionnait maintenant normalement et qu'un certain nombre de bourses avaient été attribuées. Il a également observé que le secrétariat entretenait de bonnes relations avec la France et ses territoires, et qu'un memorandum d'accord sur le financement de la coopération avait été récemment signé.

32. Projet de déclaration conjointe de coopération avec les États-Unis d'Amérique (Accord FOCUS) : Le Forum a pris note des progrès encourageants effectués au sujet de l'accord-cadre sur la coopération entre les gouvernements des États insulaires du Pacifique Sud et des États-Unis d'Amérique. Il a approuvé en particulier un texte révisé, établi, après examen de la position des

États-Unis, sous forme de déclaration plutôt que de traité, visant à poursuivre les négociations avec les États-Unis et a exhorté ce pays à y répondre rapidement et de manière constructive.

33. Commission commerciale mixte : Le Forum a décidé que des représentants des parties intéressées se rencontreraient dans le courant de l'année au Centre Est-Ouest en vue d'élaborer un programme d'action et de faire des propositions visant à promouvoir les échanges et les investissements entre les États-Unis et les États insulaires du Pacifique. Les dirigeants examineraient ces propositions au début de 1995 afin que les initiatives qui auront été approuvées soient étudiées avec les États-Unis à la deuxième session de fond de la Commission commerciale mixte dans le courant de l'année 1995.

34. Coopération dans le domaine de l'application des lois : Le Forum s'est félicité des progrès constants réalisés dans la mise en oeuvre de la Déclaration d'Honiara sur la coopération dans le domaine de l'application des lois, en particulier la manière dont les organismes régionaux spécialisés, notamment la Réunion des responsables de l'application des lois dans les îles du Pacifique, avaient pris des initiatives en coopération avec le secrétariat. Le manque de ressources demeurant le principal obstacle qui entrave la coopération dans ce domaine, le Forum a reconnu que la capacité de mettre en oeuvre le programme de coopération dans le domaine de l'application des lois en dehors des secteurs de base définis dans la Déclaration d'Honiara serait limitée, du moins dans le proche avenir.

35. Armes nucléaires : Le Forum a accueilli avec satisfaction l'accroissement du nombre des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et indiqué que ses membres souhaitaient que le Traité soit prorogé indéfiniment à la conférence chargée de l'examen et de la reconduction de 1995.

36. Le Forum s'est félicité de la décision prise par les États-Unis de prolonger la suspension de leurs essais nucléaires, et de celle des autres États dotés de l'arme nucléaire (à l'exception de la Chine) de maintenir leur moratoire sur les essais nucléaires. Le Forum a noté que la cessation permanente des essais nucléaires de la France contribuerait de manière significative à améliorer encore les relations entre la France et les pays de la région. Toute reprise des essais constituerait un net recul de la tendance positive à l'amélioration des relations entre la France et la région. Dans ce contexte, le Forum s'est félicité que les États dotés de l'arme nucléaire se soient engagés à négocier un traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires et que des progrès soient accomplis dans le cadre de ces négociations, et il a souhaité que le traité soit conclu rapidement. Le Forum a vivement déploré l'essai nucléaire que la Chine avait effectué le 10 juin 1994; il a appelé ce pays à cesser ses essais nucléaires et à s'associer au moratoire appliqué par les autres États dotés de l'arme nucléaire. Les pays du Forum ont demandé à nouveau aux États-Unis, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et à la France d'adhérer aux Protocoles au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga) afin de démontrer leur attachement à la cause de la non-prolifération nucléaire et de l'interdiction des essais.

37. Le Forum a réaffirmé son aversion pour les armes chimiques et déclaré de nouveau qu'il appuyait la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Il a exhorté tous les membres de la communauté internationale à signer et à ratifier la Convention afin qu'elle entre en vigueur dès que possible.

38. Autres questions relatives au nucléaire : Le Forum a pris note avec satisfaction de la coopération du Japon qui, depuis le dernier forum, avait répondu aux préoccupations du Pacifique Sud concernant le transport maritime de plutonium, en fournissant des informations et en procédant à des consultations sur son programme d'utilisation du plutonium. Dans le cadre du débat en cours à l'Agence internationale de l'énergie atomique sur l'élaboration d'un régime juridique international complet relatif à la responsabilité, le Forum a estimé que la région devait appuyer l'instauration d'un régime de responsabilité civile crédible assorti de niveaux d'indemnisation adéquats.

39. Relations avec l'Organisation des Nations Unies : Le Forum a reconnu qu'il importait d'amplifier ses échanges d'information et ses consultations avec le Secrétariat de l'ONU à New York. À cette fin, il demandera le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies, les services de secrétariat étant assurés grâce à la coopération entre le Secrétariat et les missions à New York du groupe des pays du Pacifique Sud, par l'intermédiaire du Président du Forum. Conscient des incidences que cette proposition comportera pour le Secrétariat et pour les missions des pays membres du Forum à New York, le Forum concentrera son attention sur les activités de l'ONU ayant un rapport direct et immédiat avec ses positions, et fera intervenir, selon que de besoin, un éventail d'organismes régionaux pouvant contribuer aux débats que l'ONU consacre à des questions techniques précises.

Initiatives prises par les pays membres du Forum

40. Conseil de sécurité de l'ONU : Le Forum a déclaré qu'il appuyait la candidature de l'Australie au Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans.

41. Australie/Pacifique 2000 : Le Forum a pris note des avantages pouvant découler pour l'ensemble de la région des Jeux olympiques qui se dérouleront à Sydney (Australie) en l'an 2000 et accueilli avec satisfaction la décision de l'Australie de consacrer un million de dollars australiens par an au programme Australie/Pacifique 2000 visant à faire bénéficier les pays insulaires du Pacifique des Jeux olympiques de Sydney.

Questions institutionnelles

42. Examen du Forum : Le Forum a approuvé le rapport du Groupe de travail ministériel sur l'examen des procédures et des méthodes du Forum et en a exprimé sa satisfaction aux ministres. Le Forum s'est accordé sur les points suivants :

a) Il doit continuer de se réunir tous les ans au niveau des chefs de gouvernement;

/...

b) L'ordre du jour du Forum devrait être moins vague et plus circonscrit et aborder trois ou quatre questions de fond qui exigent l'attention des chefs de gouvernement;

c) Le Président du Forum doit jouer un rôle plus actif dans l'organisation des réunions du Forum et dans la mise en forme des positions de politique générale adoptées par le Forum entre les réunions sur des questions extrêmement importantes pour celui-ci, en étroite consultation avec le Secrétaire général et conformément aux directives proposées;

d) Le Secrétaire général doit participer plus activement au suivi des objectifs du Forum à l'Organisation des Nations Unies, à l'Association de coopération économique Asie-Pacifique et à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

43. Prix du Pacifique : le Forum a confirmé la création du Prix du Pacifique et indiqué les critères de sélection retenus.

44. Reconduction du Secrétaire général dans ses fonctions : le Forum a annoncé que M. Ieremia T. Tabei avait été reconduit dans ses fonctions de Secrétaire général du Forum pour un nouveau mandat de trois ans.

Rapport des organisations régionales

45. Le Forum a reçu avec satisfaction et adopté, le cas échéant, les rapports annuels que lui avaient adressés :

- a) Le Directeur de l'Office des pêches du Forum du Pacifique Sud;
- b) Le Directeur du Programme de développement des îles du Pacifique;
- c) Le Directeur de la Commission Pacifique Sud des sciences de la Terre appliquées;
- d) Le Vice-Chancelier de l'Université du Pacifique Sud;
- e) Le Secrétaire général du secrétariat du Forum;
- f) Le Directeur du Programme régional de l'environnement dans le Pacifique Sud;
- g) Le Directeur du Conseil du tourisme du Pacifique Sud.

Date et lieu de la prochaine réunion

46. Le Forum a renouvelé ses remerciements à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et a accepté avec gratitude son offre d'accueillir le vingt-sixième Forum du Pacifique Sud. La date de ce forum sera déterminée par la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en consultation avec le secrétariat. Le Forum a également accepté avec gratitude l'offre de la République des îles Marshall et des îles Cook d'accueillir, respectivement, le vingt-septième et le vingt-huitième Forum du Pacifique Sud.

/...

Appendice

Vingt-cinquième Forum du Pacifique Sud : déclaration des dirigeants (1er août 1994)

Nous avons eu un échange de vues du plus haut intérêt sur d'importantes questions concernant la gestion des ressources auxquelles est confrontée la région du Forum. Nous nous sommes accordés à penser qu'il était urgent que les ressources de la région soient mieux utilisées.

À cette fin, nous avons décidé de prendre des mesures dans un certain nombre de domaines, à savoir :

Secteur des pêches

Les pêches de la région constituent une importante ressource internationale dont les pays de la région devraient tirer un revenu équitable. Nous avons appuyé l'adoption d'une approche multilatérale en vue de négociations relatives à l'accès aux ressources halieutiques dans nos zones économiques exclusives. Nous sommes convenus qu'aucun membre ne devrait être pénalisé dans le cadre de futurs arrangements multilatéraux. Le Forum examinera cette question avec les nations pratiquant la pêche hauturière qui n'ont pas conclu d'accords multilatéraux.

Nous avons demandé aux pays du Forum d'examiner cette question avec les pays pratiquant la pêche hauturière à leur réunion de décembre.

Nous sommes convenus de la nécessité de renforcer les capacités de l'Office des pêches du Forum du Pacifique Sud, de sorte qu'il puisse assurer au niveau national, une gestion et un contrôle efficaces des ressources halieutiques de la région.

Nous avons également pris note de l'importance, pour l'avenir, de l'industrie de la pêche dans la région, de la pisciculture et de l'aquaculture, ainsi que de la reconstitution des stocks.

Transports aériens

Un accord général s'est dégagé sur la nécessité d'aborder la question des pertes dans le secteur des transports aériens. Les dirigeants sont convenus d'examiner les options permettant de rationaliser les transports aériens entre les pays insulaires du Forum, vraisemblablement sur une base sous-régionale.

Nous avons décidé que, compte tenu des problèmes de distance et de volume dans le Pacifique, toute réforme structurelle des transports aériens devait prendre en compte la nécessité d'assurer des services adéquats dans l'ensemble de la région. Toute réforme doit également tenir compte de facteurs tels que la fréquence et le coût d'exploitation, les tarifs et la sécurité.

Une réunion des agents d'exploitation et des services de direction de l'aviation civile sera convoquée en vue d'établir une proposition qui sera examinée par les chefs de gouvernement.

/...

Sylviculture

Les dirigeants ont été vivement préoccupés par l'exploitation des forêts tropicales de la région et se sont félicités des initiatives que Vanuatu et les îles Salomon ont prises récemment en vue de mettre un terme à la généralisation d'une exploitation non rationnelle des forêts, notamment avec l'introduction de systèmes de surveillance indépendants. Ils se sont accordés à penser que l'exploitation forestière devait rapporter des revenus beaucoup plus élevés aux peuples de la région.

Le Forum a approuvé la décision des dirigeants du Groupe de pays mélanésien "Fer de lance" d'envisager la mise en place d'une législation, de procédures et de pratiques uniformes en ce qui concerne les ressources forestières.

Tourisme

Le secteur du tourisme offre d'appréciables possibilités d'emplois. Nous avons reconnu que notre région dispose d'un excellent potentiel permettant de développer le tourisme, à condition d'en préserver les caractères écologiques uniques. À cet égard, nous avons noté qu'il était particulièrement nécessaire de protéger les zones côtières fragiles de la région.
